

BOURASSA ASSERMENTÉ « EN CACHETTE » ^{23 f. 5.} ^{AI} **Le second Sommet** **francophone pourrait** **avoir lieu au Québec**

■ QUÉBEC — Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, acceptera volontiers que son homologue fédé-

GILBERT BRUNET
 de notre bureau de Québec

ral, M. Brian Mulroney, soit seul à parler, au nom des francophones d'Amérique, à l'ouverture du Sommet francophone de Paris, du 17 au 19 février, si deux conditions sont remplies.

■ Première condition : au terme des négociations qui se poursuivent entre les délégués des pays participants, le consensus veut que la séance inaugurale du Sommet soit limitée aux gouvernements nationaux. S'il y a un seul porte-parole par continent, « la position fédérale me semble plus défendable », a dit hier M. Bourassa.

■ Deuxième condition : que la séance de clôture du Sommet, elle aussi publique, « permette au Québec de jouer un rôle particulier ». Ce qui, a laissé entendre le premier ministre, pourrait signifier l'annonce que le prochain Sommet aurait lieu au Québec.

Trois heures après son assermentation — en cachette — comme député de Saint-Laurent, M. Bourassa convoquait hier la presse pour confirmer que le

Conseil des ministres venait de ratifier le choix de M. Jean-Louis Roy, directeur du journal *Le Devoir* depuis cinq ans, au prestigieux poste de Délégué général du Québec à Paris.

« Je suis heureux que quelqu'un de l'envergure, du talent et de l'expérience de M. Roy soit disponible pour assurer ces importantes fonctions à Paris pour les trois prochaines années. »

Quelques minutes auparavant, le chef de l'Opposition, M. Pierre Marc Johnson, s'était aussi dit assuré que « M. Roy va représenter avec dignité le Québec à Paris ».

À Ottawa, le premier ministre Brian Mulroney a félicité le gouvernement du Québec pour la nomination de M. Roy. Il a qualifié ce dernier « d'homme exceptionnel, de leader de grande envergure qui représentera avec beaucoup d'efficacité les intérêts du Québec à Paris ».

M. Roy entrait en fonction dès hier et il prendra part, a assuré le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, au Sommet francophone.

Mais rapidement, à la conférence de presse de M. Bourassa comme à celle de M. Johnson, le sujet a été élargi aux divergences Ottawa-Québec quant à la place du Québec à ce Sommet.

M. Bourassa a d'abord dit sa confiance que les négociations en cours déboucheront sur une entente acceptable pour son gouvernement. Pressé de ques-

tions, il a parlé des conditions ci-haut mentionnées comme le « minimum indispensable ».

En cas d'impasse, il a affirmé qu'il pourrait s'adresser directement à M. Mulroney pour tâcher de trouver ce compromis.

De son côté, M. Johnson venait de dire qu'il lui semblait « inadmissible » que M. Mulroney soit seul à parler à la séance inaugurale : « Sans place particulière pour le Québec, c'est la dilution de la visibilité du Québec au plan international. C'est banaliser le Québec au rang du Nouveau-Brunswick. Je pense que M. Bourassa n'est pas très heureux de cela. »

Puis, MM. Bourassa et Rémillard ont confirmé que les représentants d'une quinzaine des 40 pays invités au Sommet de Paris seront à Québec, lundi prochain. M. Bourassa les y a invités « parce qu'ils ont travaillé très fort à l'organisation du Sommet ». Il veut les « inviter à dîner ».

Mais cette information est venue accréditer l'hypothèse avancée plus tôt et voulant que Québec ait accepté un compromis : la « place particulière » du Québec à Paris serait, à la séance de clôture, l'invitation

au prochain Sommet, lequel se déroulerait au Québec.

Ce rendez-vous serait donné par M. Bourassa, devant les caméras et en présence du président français, François Mitterrand, le 19 février. « Mais les négociations entre sherpas se poursuivent », notamment avec les représentants du gouvernement Mulroney.

Quant au nouveau député de Saint-Laurent et premier ministre du Québec, il a été assermenté hier, à son bureau de la Grande-Allée, en présence de seulement deux personnes : le secrétaire général de l'Assemblée nationale et le secrétaire général du Conseil exécutif.

Aucun autre témoin ; aucun journaliste pour décrire la scène aux électeurs de Saint-Laurent ou à la population du Québec en général.

Immédiatement après cette assermentation à huis clos, M. Bourassa présidait la séance hebdomadaire du Conseil des ministres, puis rencontrait la presse dans son bureau pendant quelques minutes, avant de s'envoler pour Toronto où il a aujourd'hui des rencontres privées avec des représentants des milieux financiers de la métropole du Canada.